



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

Le mot de la syndique (Deuxième billet, avril 2009)

Chères habitantes et Chers habitants de la commune,
Mesdames, Messieurs,

Pour ce deuxième billet de la syndique, permettez-moi une réflexion sur les structures territoriales et l'économie.

L'évolution des mentalités

Si la Constituante n'a pas fondamentalement touché aux structures territoriales – elle a même été plutôt frileuse dans ce domaine – il reste qu'elle a rappelé le besoin de redimensionner les structures. Elle a néanmoins encouragé le développement des agglomérations et régions. Le canton planche actuellement, avec plus ou moins de bonheur, sur une réforme des structures territoriales ; deux agglomérations se mettent en place, dont l'une, composée des communes du Grand Fribourg est vitale pour renforcer l'attrait du centre cantonal, et les régions commencent à se réveiller.

La commune reste l'élément de base dans la restructuration du territoire : c'est là que le citoyen trouve ses racines et ses attaches ; c'est également elle qui assure les services de proximité et qui sert de coordinatrice entre la Confédération, l'Etat et l'individu. Mais la commune ne doit pas être vue comme une structure figée, inamovible depuis sa création. Elle doit, au contraire, montrer qu'elle est capable de s'adapter et son dynamisme doit servir de moteur de sa réussite. Nous vivons une période de très grands changements de conception et de mentalités. La mondialisation a eu des effets socio-économiques très tranchés sur tous les pays du monde. Les petits Etats sont appelés à survivre tant bien que mal, s'ils ne veulent pas disparaître. Leur survie dépend donc de leur force économique et de la stabilité de leur système politique. Mais cela implique un redimensionnement des structures territoriales et politiques des Etats.

La place actuelle du canton au sein de la Confédération

Au plan Suisse, la Confédération a délimité trois axes d'importance vitale pour notre pays : l'axe Zürich et région, l'axe Genève-Vaud et l'axe du sud avec le Tessin. Fribourg apparaît comme un « no-mans' land » coincé entre Zürich et Genève. Berne, de son côté, a un rôle à jouer dans les perspectives fédérales, mais en retrait par rapport aux grands axes. Les efforts de développement des projets fédéraux porteront avant tout sur ces grands axes ; les autres suivront plus ou moins en tant

que supports. Cette conception, partagée par le « réservoir à penser » (think tank) de l'économie suisse, la fondation Avenir, doit être la sonnette d'alarme qui nous incitera à une réaction immédiate. Si les cantons de Vaud et de Genève ont compris depuis longtemps la nécessité de mettre en sourdine leurs antagonismes et de collaborer très étroitement sur de gros projets financiers afin de créer un véritable essor de leurs cantons, Neuchâtel et l'Arc Jurassien réagissent aussi. Les gouvernements des cantons de Neuchâtel, du Jura et du Jura bernois veulent fusionner et créer, ensemble, l'Arc jurassien, un canton composé de 250'000 habitants, suffisamment fort pour figurer dans la cour des grands, tout en renforçant de manière importante la situation économique des trois régions.

Pour Fribourg, l'important est de se maintenir au niveau des cantons qui ont un impact pour la Confédération. A cet effet, il doit être un canton fort. Il offre déjà une palette de prestations non négligeables du point de vue de l'éducation, de la culture et de l'économie. Il a l'avantage indéniable en Suisse d'être bilingue. Mais il peine à se démarquer et reste en soi un canton faible, malgré une situation financière florissante.

La raison de cette stagnation est à rechercher dans ses structures territoriales surannées. Celles-ci, en effet, trop figées, empêchent le canton de continuer son essor et de prospérer véritablement. Malgré les facteurs d'attractivité comme la fiscalité, l'accessibilité, le bilinguisme, sa situation centrale en Suisse, il souffre de maux liés à une infrastructure déficiente en matière de mobilité des personnes et des biens, et d'une fragmentation politique excessive, ralentissant tout processus décisionnel.

Le rôle clef de « l'Agglo »

Le centre s'est doté d'une Agglomération, qui se met en place peu à peu. Même si le processus d'agglomération qui englobe la réunion de cinq tâches : la mobilité, les transports, la protection de l'environnement, la promotion économique et touristique, avec une demi-tâche supplémentaire qu'est la promotion culturelle, se veut résolument novateur, il reste que la mise en place de ce processus semble plus difficile à concrétiser que prévu. L'axiome selon lequel on recherche une région forte implique un consensus des communes membres. La participation de la commune de Guin doit permettre de marquer le caractère bilingue du centre et de l'Agglo et doit aussi rappeler l'esprit d'ouverture et de renforcement du centre et du canton. Mais là où le bât blesse au niveau des structures, c'est que l'Etat n'a pas encore totalement pris conscience de l'importance que revêt la réussite de l'Agglo pour le canton et dans une certaine mesure, pour la place qu'il doit occuper au centre du Pays.

L'Agglo devra tendre vers une identité urbaine par la mobilité en dotant le centre d'un réseau de transports performant, vers la création d'une dynamique nouvelle, applicable à l'ensemble du canton, en alliant les composantes socio-économiques à la réalité de la migration et l'habitat. A cet effet, elle doit réussir son plan d'aménagement régional qui englobe tous ces paramètres et qui laisse apparaître une unicité au niveau du territoire des communes membres, avec une répartition équilibrée des diverses zones et moyens. L'Agglo devra aussi amener à une politique concertée dans les cinq domaines d'activité, mais aussi évolutive vers d'autres domaines, avec un facteur d'économies d'échelle et de discipline budgétaire commune et ciblée. Il s'agira aussi d'insuffler la création d'une identité commune visant à doter le centre dans un premier temps, puis l'ensemble du canton, par la

suite, d'une structure suffisamment importante pour pouvoir traiter sur un pied d'égalité avec les cantons voisins puissants.

Pour ce faire, il faut une vision d'agglomération et des objectifs clairs. L'Agglo doit non seulement fixer ses objectifs, mais aussi se doter de moyens pour les atteindre. Fixer les objectifs dépend non seulement des organes dirigeants de l'Agglo, mais le canton doit aussi s'investir et ne pas laisser aux seules communes le soin de prendre en charge leur destinée. Le rôle du renforcement de la position du canton au sein de la Confédération est clairement une tâche cantonale que le canton doit mener en partenariat avec les agglomérations, les régions et les communes. Il doit être prêt à s'investir dans ce processus par des moyens financiers ainsi que des collaborations diverses. Il doit considérer les divers intervenants comme des partenaires à part entière et non pas se contenter de jouer un rôle de régulateur ou de surveillant. Du côté de la promotion économique, la Nouvelle politique économique (NPR) constitue une ouverture intéressante et novatrice, qui doit aussi permettre de doter le canton d'un attrait économique internationalement reconnu. Dans cette optique, le canton doit aussi collaborer avec les régions et agglomérations, bien qu'il n'ait pas de véritable politique de soutien aux agglomérations.

Le développement de fusions au sein de l'Agglo

L'Agglo de Fribourg est en train de se doter de moyens en personnel et d'affiner son objectif. Cela lui permettra de développer des véritables projets de société qui en feront une donne incontournable dans le paysage socio-politique cantonal. Une fois l'Agglo mise en place, les communes centres devront passer à une étape supérieure qui est la fusion. La fusion implique d'abord un projet unissant des communes ayant un périmètre central commun. Dans le cadre de l'Agglo, la fusion vise clairement à renforcer le centre du canton et ne doit donc pas résulter d'une réunion de l'ensemble des communes de l'Agglo, mais être une véritable ceinture forte, avec les 6 communes centrales jouxtant la Ville. Il ne s'agit pas non plus de faire un projet de partenariat. Il faut valoriser les avantages du centre et absorber les charges liées aux villes et communes centres. Il est indéniable que cela doit aboutir à une réussite socio-économique importante, mais aussi à une économie d'échelle et un renforcement du tissu financier des centres. C'est pourquoi la fusion doit être pensée et réfléchie et ne doit pas uniquement servir à éponger les dettes et résoudre les problèmes d'une seule commune.

Un groupe de réflexion est mis en place au sein des six communes centrales, afin de pouvoir, en parallèle à l'Agglo, tendre vers la mise en œuvre d'un processus de fusion qui soit pensé de manière concertée et coordonnée et qui, dans le cadre de la philosophie de l'Agglo puisse aussi servir de renforcement du centre. L'Etat sera aussi appelé à intervenir dans ce processus et la mise à contribution du canton devra non seulement lui permettre de prendre conscience de l'importance de cette tâche, mais aussi lui donner les moyens de développer une politique plus résolument novatrice qui fera enfin du Canton un pôle d'attrait incontournable dans le pays.

Il s'agira de mettre en place ce tissu, selon un calendrier objectif et réalisable, sans précipitation, en évitant de brûler les étapes, afin d'en dessiner les contours et de régler toutes les procédures. Même si ce processus devait prendre du temps, en fin de compte, il sera bénéfique pour tous.

Erika Schnyder, syndique